



Point fort

Interview

«Les avions de combat ne sont pas des jouets»

Pour convaincre les Suisses de dépenser 6 milliards pour la sécurité aérienne, la cheffe de la Défense, Viola Amherd, sillonne le pays. De passage à Genève, elle nous a accordé un entretien.

Marc Bretton et Nicole Lamon

À un mois de la votation, quel est votre sentiment?

Je suis optimiste. Les gens comprennent que le problème est urgent, car il s'agit de remplacer toute la flotte d'avions de combat d'ici à 2030. Il y a encore des interrogations dans la population, mais je suis confiante. On peut gagner cette votation.

Les opposants qualifient cet achat de «luxe inutile». Très concrètement, à quoi ces avions vont-ils servir?

À la sécurité des habitants de ce pays. Et la sécurité n'est jamais un luxe. Ces avions auront des tâches diverses. Si la situation est stable, ils serviront surtout de police aérienne, ce qui représente environ 300 missions annuelles. Dans les situations plus critiques, environ 40 interventions par an, ils doivent contrôler les avions, voire les intercepter pour mieux protéger.

Six milliards pour quelques contrôles de police, ça n'est pas exagéré?

Il n'y a pas que cela. Les avions surveillent le ciel lors de grands événements, comme le WEF ou les conférences internationales. C'est crucial pour l'image et la crédibilité de la Suisse internationale, qui, sans cela, ne pourrait plus organiser de tels rendez-vous, car des personnalités et des chefs d'État ne viendraient alors plus chez nous. Des attaques terroristes sont également possibles. Les crises ne s'en tiennent pas à l'agenda; nous devons être prêts. Nous sommes au centre de l'Europe. Il pourrait aussi y avoir des conflits armés à proximité, et là, nos avions devraient interdire l'accès à notre ciel pour les autres armées, ce qui est le devoir d'un pays souverain et neutre. Tous nos voisins, même s'ils sont membres de l'OTAN, possèdent leurs avions de combat. Ce ne serait pas correct de laisser un trou noir au centre de l'Europe et de compter sur d'autres pour assurer notre protection.

Les Suisses ont refusé en 2014 les Gripen, qui coûtaient 3 milliards. Six ans plus tard, vous demandez le double. Qu'est-ce qui a changé?

À l'époque, il ne s'agissait que de remplacer les Tiger. Mais aujourd'hui, il faut remplacer toute la flotte aérienne de l'armée, non seulement les Tiger mais aussi les F/A-18, qui seront obsolètes en 2030. Acheter des avions de combat, de l'évaluation à la mise en service, c'est long et complexe; nous avons besoin de dix ans.

Combien d'avions seront nécessaires?

Entre 30 et 40 avions. Et cela pour remplacer les 26 Tiger et les 30 F/A-18. Mais tant qu'on ne connaît pas les offres finales, on ne sait pas quel type d'avion on va acquérir, et donc on ne peut pas dire le nombre précisément.

Les affaires compensatoires sont fixées à 60% du prix d'achat des avions. Pourquoi pas davantage?

Le but de ces compensations est de renforcer les secteurs technologiques et industriels qui se déploient dans la sécurité. Mais c'est difficile de compenser davantage que 60% en Suisse, car la liste des entreprises actives dans ces domaines n'est pas infinie. Et je ne veux pas que l'argent des contribuables finance des apéros dans les entreprises. Je rappelle que nous dépenserons 15 milliards ces dix prochaines années pour l'acquisition d'armement.

Dans quelle mesure la situation géopolitique va-t-elle peser dans le choix du type d'avion? Ne vaut-il pas mieux aujourd'hui acheter européen qu'américain?

La géopolitique est l'un des critères d'évaluation mais pas le premier. Tout d'abord, nous examinons les critères techniques et les coûts. Je ne connais pas les résultats des évaluations actuelles, je ne veux pas les connaître pour l'instant. Mais si plusieurs appareils nous donnent satisfaction, alors le Conseil fédéral prendra sa décision finale en incluant des considérations politiques, bien sûr.

Si c'est non le 27 septembre, à quoi serviront ces 6 milliards?

L'argent restera dans le budget de l'armée et servira à remplacer d'autres systèmes d'armement qui arrivent aussi au bout de leur durée de vie. Pour l'instant, j'espère convaincre le peuple de l'importance de cet investissement pour le futur. Car les moyens seront tirés du budget ordinaire de l'armée sans être pris à d'autres domaines, comme la santé ou la formation.

Vous faites un effort particulier pour convaincre les femmes et les Romands, traditionnellement plus sceptiques face aux thématiques militaires. Avec quel argument?

Avec l'argument le plus évident, à savoir la sécurité. Les femmes veulent une Suisse qui protège au mieux ses habitants. Et je crois que les Romands aussi. Globalement, j'observe que les questions des Latins ne sont pas très différentes des questions des Alémaniques. Peut-être ont-ils une approche plus critique envers l'armée. Mais c'est clair que la Genève internationale a tout à gagner à avoir une police du ciel efficace. Et à l'aérodrome de Payerne, dans le canton de Vaud, de nombreux emplois dépendent de ces appareils. Les avions de combat ne sont pourtant pas des jouets pour les militaires, ils sont au service de notre sécurité à tous, vous et moi.

Vous avez laissé entendre dans la presse alémanique qu'un refus des avions serait un désaveu. Vous envisagez de quitter le DDPS en cas d'échec?

Pas du tout. J'ai été mal comprise. J'ai voulu dire que la responsabilité du résultat reviendra à la population, qui doit donc bien réfléchir à la sécurité du pays avant de voter. J'accepterai le résultat.

Vous êtes beaucoup sur le terrain, et vous avez un naturel très abordable. Vous comptez à fond sur votre personnalité pour convaincre?

J'aime rencontrer les gens, c'est vrai. J'aime avoir des contacts directs, et cela dans tous les coins de la Suisse. Mais au moment de décider ce qu'il votera, le citoyen sera seul face à son choix. Il s'agit que chacune et chacun puisse se former sa propre opinion sur la base des arguments. Ce sera donc la somme de tout qui sera déterminante. Et si ma personnalité peut aider, alors tant mieux.



La conseillère fédérale Viola Amherd, cheffe du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports. Laurent Guiraud